


Informations de base	
<b>1998/0238(COD)</b> COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	Procédure terminée
Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières  Modification Directive 96/25/EC 1994/0180(CNS)  <b>Subject</b>  3.10.08.01 Alimentation animale	




Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique, politique des consommateurs			
	<b>Commission au fond précédente</b>		<b>Rapporteur(e) précédent(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>AGRI</b> Agriculture et développement rural			
	<b>ENVI</b> Environnement, santé publique et protection des consommateurs		JACKSON Caroline (PPE)	01/05/1999
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>	<b>Réunions</b>	<b>Date</b>	
	Agriculture et pêche	2218	1999-11-15	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
13/07/1998	Publication de la proposition législative	COM(1998)0435 	Résumé
14/09/1998	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
26/11/1998	Vote en commission, 1ère lecture		
26/07/1999	Vote en commission, 1ère lecture		
26/07/1999	Dépôt du rapport de la commission confirmant la position du Parlement	A5-0004/1999	
16/09/1999	Décision du Parlement, 1ère lecture	T5-0013/1999	Résumé

15/11/1999	Publication de la position du Conseil	<a href="#">10803/1/1999</a>	<a href="#">Résumé</a>
16/12/1999	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture		
24/02/2000	Vote en commission, 2ème lecture		
15/03/2000	Décision du Parlement, 2ème lecture	<a href="#">T5-0095/2000</a>	<a href="#">Résumé</a>
10/04/2000	Signature de l'acte final		
10/04/2000	Fin de la procédure au Parlement		
03/05/2000	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	1998/0238(COD)
<b>Type de procédure</b>	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
<b>Sous-type de procédure</b>	Note thématique
<b>Instrument législatif</b>	Directive
<b>Modifications et abrogations</b>	Modification Directive 96/25/EC <a href="#">1994/0180(CNS)</a>
<b>Base juridique</b>	Traité CE (après Amsterdam) EC 152 Règlement du Parlement EP 52-p1 Règlement du Parlement EP 66_o-p4
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	ENVI/5/12252

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T4-0736/1998</a> <a href="#">JO C 098 09.04.1999, p. 0143-0150</a>	16/12/1998	<a href="#">Résumé</a>
Rapport final déposé e la commission, 1ère lecture ou lecture unique		<a href="#">A5-0004/1999</a> <a href="#">JO C 054 25.02.2000, p. 0010</a>	26/07/1999	
Texte adopté du Parlement confirmant la position arrêtée en 1ère lecture		<a href="#">T5-0013/1999</a> <a href="#">JO C 054 25.02.2000, p. 0055-0076</a>	16/09/1999	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, 2ème lecture		<a href="#">T5-0095/2000</a> <a href="#">JO C 377 29.12.2000, p. 0044-0142</a>	15/03/2000	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Position du Conseil		<a href="#">10803/1/1999</a> <a href="#">JO C 017 20.01.2000, p. 0001</a>	15/11/1999	<a href="#">Résumé</a>
<b>Commission Européenne</b>				

Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(1998)0435  JO C 261 19.08.1998, p. 0003	13/07/1998	Résumé	
Commission: resaisine	SEC(1999)0581 	28/04/1999		
Communication de la Commission sur la position du Conseil	SEC(1999)2034 	08/12/1999	Résumé	
<b>Autres Institutions et organes</b>				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0073/1999 JO C 101 12.04.1999, p. 0089	28/01/1999	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
Directive 2000/0016 JO L 105 03.05.2000, p. 0036	Résumé

## Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières

1998/0238(COD) - 16/12/1998 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté la proposition de directive concernant la commercialisation des aliments composés pour animaux et la circulation des matières premières pour aliments des animaux (procédure sans rapport).

## Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières

1998/0238(COD) - 15/11/1999 - Position du Conseil

La position commune du Conseil reprend en substance la proposition de la Commission en n'y apportant que quelques modifications, que la Commission a pu accepter. Ces modifications précisent l'objectif de cette mesure et renforcent celle-ci à la lumière des crises de l'ESB et de la dioxine. Les principales modifications introduites par le Conseil visent essentiellement à: - harmoniser la terminologie utilisée dans la législation communautaire en vigueur, notamment le remplacement du mot "commercialisation" par "circulation", qui a été introduit dans la législation communautaire au cours des dix dernières années; - préciser que la qualité des aliments composés pour animaux dépend également de la durée de conservation minimale des additifs contenus dans les matières premières et exiger que ce point soit indiqué clairement au consommateur final; - introduire une distinction, en ce qui concerne les exigences de qualité, entre les matières premières pour aliments des animaux qui sont mises en circulation et celles qui sont destinées à être utilisées directement. Ni les unes ni les autres ne doivent présenter un danger pour la santé ou pour l'environnement, mais les secondes cessent de devoir être de qualité marchande, saine et loyale; - garantir la traçabilité d'une plus grande gamme de matières premières pour aliments des animaux que celles qui sont couvertes par la directive 90/667/CEE.

## **Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières**

1998/0238(COD) - 15/03/2000 - Texte adopté du Parlement, 2ème lecture

Le Parlement européen a approuvé telle quelle la position commune sur l'alimentation animale. L'acte est de ce fait, réputé adopté.

## **Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières**

1998/0238(COD) - 10/04/2000 - Acte final

OBJECTIF: modifier les directives 79/373/CEE concernant la commercialisation des aliments composés pour animaux et 96/25/CE concernant la circulation des matières premières pour aliments des animaux. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ: Directive 2000/16/CE du Parlement européen et du Conseil. CONTENU: la modification apportée à la directive 79/373/CEE a pour objectif principal de compléter cette directive en prévoyant les mesures suivantes : - inclusion d'une disposition prévoyant que le numéro d'agrément de l'établissement (tel qu'il est prévu par les règles communautaires existantes) ou le numéro d'enregistrement, selon le cas, doit être indiqué sur l'étiquette ou dans le document accompagnant les aliments composés pour animaux; - inclusion, dans la directive 79/373/CEE, d'une référence à la modification prévue dans la directive 96/25/CEE qui fixe la liste des ingrédients dont l'utilisation est interdite dans les matières premières pour aliments des animaux et qui s'appliquera à la circulation et à l'utilisation de ces matières premières. L'autre modification vise à élargir le champ d'application de la directive 96/25/CEE afin qu'il couvre aussi bien la circulation que l'utilisation des matières premières pour aliments des animaux. Cela signifie que les dispositions relatives à la mise en circulation de ces matières premières doivent s'appliquer à tous les produits utilisés comme aliments pour animaux, y compris ceux qui sont utilisés directement par les éleveurs sans avoir jamais été mis en circulation. En particulier, les règles relatives à la sécurité des matières premières pour aliments des animaux s'appliqueront désormais à tous les produits utilisés en tant qu'aliments pour animaux, et ce également au niveau des exploitations agricoles. Un autre objectif de la modification proposée est de combler certaines lacunes de la législation communautaire: - premièrement, la liste des ingrédients énoncés dans la décision 91/516/CEE de la Commission, qui ne peuvent être utilisés dans la préparation des aliments composés pour animaux, ne vaut actuellement que pour leur commercialisation. Cette liste est abrogée et remplacée, dans la directive 96/25/CEE, par une liste négative des ingrédients dont l'utilisation est interdite, qui s'applique à la circulation et à l'utilisation directe de toutes les matières premières pour aliments des animaux, y compris des aliments composés; - deuxièmement, les dispositions de la directive 96/25/CEE relatives à la sécurité des matières premières pour aliments des animaux prévoient que ces matières premières ne doivent pas représenter une menace pour l'environnement. - troisièmement, la modification garantit la traçabilité des matières premières pour aliments des animaux composés de déchets animaux (tels qu'ils sont définis dans la directive 90/667/CEE). Afin d'assurer la traçabilité de ces matières premières depuis le moment où elles sont mises en circulation jusqu'à leur utilisation finale, l'étiquette du produit doit porter des informations permettant d'identifier facilement les producteurs (c'est-à-dire, outre le nom et l'adresse de l'établissement producteur, le numéro d'agrément de l'établissement et le numéro de référence du lot). ENTRÉE EN VIGUEUR: 03/05/2000. ÉCHÉANCE FIXÉE POUR LA TRANSPOSITION: 03/05/2001. Les États membres appliquent la directive au plus tard à partir du 03/11/2001.

## **Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières**

1998/0238(COD) - 08/12/1999 - Communication de la Commission sur la position du Conseil

La base juridique (article 100 A du traité CE) de la proposition de la Commission est un des points qui ont le plus prêté à discussion pour parvenir à une position commune. La Commission a soutenu qu'il s'agissait là de la base juridique correcte. Avec l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le Conseil et la Commission sont convenus que la proposition devrait se fonder sur l'article 152 (4) du traité CE. Pour le reste, la Commission peut approuver la position commune parce que les modifications introduites et les nouveaux articles insérés améliorent la directive.

## **Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières**

1998/0238(COD) - 13/07/1998 - Document de base législatif

OBJECTIF: modifier les directives 79/373/CEE concernant la commercialisation des aliments composés pour animaux et 96/25/CE concernant la circulation des matières premières pour aliments des animaux. CONTENU: de nombreuses matières premières pour aliments des animaux sont très souvent produites et utilisées telles quelles par les éleveurs, sans être mises en circulation, et elles échappent ainsi à la réglementation mise en place par la directive 96/25/CE. Il est donc proposé d'étendre le champ d'application de la directive 96/25/CE et de modifier le titre en conséquence, afin qu'à l'avenir la réglementation communautaire couvre juridiquement, non seulement la mise en circulation des matières premières pour l'alimentation animale, mais aussi leur utilisation. Du fait de cette modification, les principes suivant lesquels les matières premières doivent être de qualité saine, loyale et marchande, s'appliqueront désormais à tous les produits utilisés pour nourrir les animaux. Il est également proposé d'exiger que les matières premières pour aliments des animaux ne présentent pas de danger pour l'environnement. S'agissant de la modification de la directive 79/373/CEE, les mesures proposées visent notamment à ce que le numéro d'enregistrement soit également indiqué sur l'étiquette ou dans le document accompagnant les aliments composés, comme cela est déjà prévu pour le numéro d'agrément.

# **Alimentation animale: commercialisation, circulation des matières premières**

1998/0238(COD) - 16/09/1999 - Texte adopté du Parlement confirmant la position arrêtée en 1ère lecture

Le Parlement européen confirme en tant que première lecture dans le cadre de la procédure de codécision le texte voté le 16.12.1998 sur la présente proposition de directive.